

ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE RENNES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

OBJET DU MARCHÉ

Création et mise à jour des Dossiers Techniques Amiante sur les Bases de Défense suivantes :

- **ANGERS-LE MANS-SAUMUR** (départements 44, 49, 61, 72 et 85) ;
- **BOURGES-AVORD** (départements 18, 36 et 58) ;
- **CHERBOURG** (départements 14 et 50) ;
- **EVREUX** (département 27 et 76) ;
- **ORLEANS-BRICY** (département 28, 45 et 89) ;
- **RENNES-VANNES-COËTQUIDAN** (départements 22, 35, 53 et 56) ;
- **TOURS** (départements 37 et 41)

NUMÉRO DE PROJET DU MARCHÉ

19 – 239bis

A noter : l'ESID de Rennes sera fermé entre le 24 décembre 2020 et le 3 janvier 2021 (compris).

SOMMAIRE

1. SERVICE ACHETEUR	4
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	4
1.2 POINT DE CONTACT.....	4
1.3 VISITE DE SITE.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION	5
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION	5
2.2 ALLOTISSEMENT (ARTICLE L2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	5
2.3 DATE LIMITE D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS OU DUREE DU MARCHÉ	5
2.4 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ.....	5
2.5 NOMENCLATURES CPV (COMMUN PROCUREMENT VOCABULARY) ET GM (GROUPE MARCHANDISES)	6
3. PROCÉDURE DE PASSATION	7
3.1 ANALYSE DES PLIS.....	7
3.2 ANALYSE DES CANDIDATURES (DOSSIERS CANDIDATURE).....	7
3.3 ANALYSE DES OFFRES (DOSSIERS OFFRE).....	7
3.4 REGULARISATION DES OFFRES IRREGULIERES ET NEGOCIATION	7
3.5 DECLARATION SANS SUITE.....	7
3.6 SUITE D'UNE MISE EN CONCURRENCE INFRUCTUEUSE.....	7
3.7 VARIANTES.....	7
3.8 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (EX-OPTIONS)	7
3.9 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVÊTIR LE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ.....	8
4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	8
4.1 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION FOURNI GRATUITEMENT AU CANDIDAT.....	8
4.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	8
4.3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
5.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE) DEPUIS WWW.MARCHES-PUBLICS.GOUV.FR.....	9
5.1.1 Modalités de téléchargement.....	9
5.1.2 Transmission des réponses	9
5.2 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE SOUS PLI CACHETÉ PAR VOIE POSTALE OU PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR ...	10
5.2.1 Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé).....	10
5.2.2 Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)	11
6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ	11
6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A LA CANDIDATURE - « DOSSIER CANDIDATURE »	11
6.2 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A L'OFFRE - « DOSSIER OFFRE »	12
6.3 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE	12
7. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES	13
8. CLASSEMENT DES OFFRES	13
8.1 OFFRES INAPPROPRIÉES, IRREGULIERES OU INACCEPTABLES.....	13
8.2 CRITERES DE JUGEMENT	13
8.3 METHODE DE CALCUL DES NOTES	13
8.4 DETERMINATION DU CLASSEMENT DES OFFRES.....	14
8.5 JUGEMENT DES VARIANTES.....	14
8.6 JUGEMENT DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (EX-OPTIONS)	14
9. REGULARISATION EVENTUELLE DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU.....	14

<u>ESID Rennes</u>	<u>RC</u>	<u>Projet n°19-239bis</u>	<u>723 USID</u>	DAF n°2019-002381	<u>Page 3 / 16</u>
--------------------	-----------	---------------------------	-----------------	-------------------	--------------------

10.	JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU	14
10.1	LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ETABLI EN FRANCE FOURNIT	14
10.2	LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ETABLI OU DOMICILIE A L'ETRANGER FOURNIT	15

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

ESID Rennes : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. SERVICE ACHETEUR

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Bâtiment 017 – Rez-de-chaussée – Entrée à droite Quartier Margueritte 1 rue du Garigliano, RENNES	Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES CEDEX 9

L'adresse géographique sert de référence pour les dépôts physiques de plis, notamment par porteur / transporteur (y compris Chronopost).

L'adresse postale sert de référence pour les envois postaux en recommandé avec accusé de réception.

1.2 Point de contact

	Téléphone	Adresse électronique
Arnould BEIGBEDER	02 23 35 25 97	arnould.beigbeder@intradef.gouv.fr
Gabrielle FREIN	02 23 35 25 74	gabrielle.frein@intradef.gouv.fr

1.3 Visite de site

Pour fixer un rendez-vous afin de visiter le lieu d'exécution du marché, les candidats sont invités à prendre contact avec

Etablissement	Contact	Téléphone	Adresse électronique
USID ANGERS	M. COUCHOURON Yves	02 41 93 66 13	yves.coucheron@intradef.gouv.fr
USID AVORD, BOURGES	M. GUENOT Jérôme	02 34 34 70 60	jerome.lguenot@intradef.gouv.fr
USID BRICY	M. THAUVIN Hubert	02 34 50 46 19	hubert.thauvin@intradef.gouv.fr
USID CHERBOURG	M. OLLIVIER Jean- Christophe	02 33 92 61 50	jean-christophe.ollivier@intradef.gouv.fr

USID EVREUX	M. MOREL Denis	02 77 63 31 20	denis2.morel@intradef.gouv.fr
USID RENNES VANNES COETQUIDAN	M. BASTARD Joël	02 23 44 50 82	joel.bastard@intradef.gouv.fr
USID TOURS	M. ALVAREZ Anthony	02 46 67 24 72	anthony.alvarez@intradef.gouv.fr

Une attestation de visite de lieux signée du représentant de l'administration sera remise au candidat présent à l'issue de cette visite

Cette visite de site est facultative mais recommandée.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

Le projet de marché est un accord-cadre (article L2125-1 du code de la commande publique) et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R2162-2 du code de la commande publique).

2.2 Allotissement (article L2113-10 du code de la commande publique)

Le marché est composé de **7 lots** précisés ci-après :

- Lot n°1- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense d'ANGERS-LE MANS-SAUMUR (départements 44, 49, 61, 72, 85) ;
- Lot n°2- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense de BOURGES-AVORD (départements 18, 36 et 58) ;
- Lot n°3- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense de CHERBOURG (départements 14 et 50) ;
- Lot n°4- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense d'EVREUX (département 27 et 76) ;
- Lot n°5- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense d'ORLEANS-BRICY (département 28, 45 et 89) ;
- Lot n°6- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense de RENNES-VANNES-COËTQUIDAN (départements 22, 35, 53 et 56) ;
- Lot n°7- Mission de contrôle technique sur la Base de Défense de TOURS (départements 37 et 41)

Un même candidat peut présenter une offre sur plusieurs lots.

Lire avec attention l'article 6 du présent document quant aux conditions de remise des plis.

A noter que :

- Pour le lot 2 : aucun bon de commande ne sera émis avant le 01/01/2022 ;
- Pour le lot 3 : aucun bon de commande ne sera émis avant le 12/03/2022 ;

2.3 Date limite d'achèvement des prestations ou durée du marché

A titre indicatif, les prestations débiteront au cours du 2nd semestre 2021.

2.4 Fractionnement du marché

Sans objet

<u>ESID Rennes</u>	<u>RC</u>	<u>Projet n°19-239bis</u>	<u>723 USID</u>	DAF n°2019-002381	<u>Page 6 / 16</u>
--------------------	-----------	---------------------------	-----------------	-------------------	--------------------

2.5 Nomenclatures CPV (commun procurement vocabulary) et GM (groupe marchandises)

Les références aux nomenclatures associées à la présente consultation sont les suivantes :

- CPV n°79311000-7 : Services d'études
- GM n° 36.04.03 : Etude préalable, audit, expertise liés aux travaux

ESID Rennes	RC	Projet n°19-239bis	723 USID	DAF n°2019-002381	Page 7 / 16
-------------	----	--------------------	----------	-------------------	-------------

3. PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée sous la forme de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article L2124-2 du code de la commande publique.

3.1 Analyse des plis

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées et selon les modalités de dépôt décrites au paragraphe 5 du présent document.

3.2 Analyse des candidatures (dossiers candidature)

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut recourir aux dispositions de l'article R2144-2 du code de la commande publique.

3.3 Analyse des offres (dossiers offre)

En application de l'article R2161-5 du code de la commande publique, le service acheteur peut demander, par écrit, aux candidats de préciser la teneur de leur offre (*dossier offre*).

3.4 Régularisation des offres irrégulières et négociation

En application de l'article R2152-2 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'autoriser les candidats à régulariser les offres irrégulières.

En application de l'article R2161-5 du code de la commande publique, il ne peut y avoir de négociation avec les candidats.

3.5 Déclaration sans suite

A tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés.

3.6 Suite d'une mise en concurrence infructueuse

En l'absence de candidatures ou d'offres déposées dans les délais prescrits ou en cas de candidatures irrecevables ou d'offres inappropriées, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article R2122-2 du code de la commande publique.

3.7 Variantes

Les variantes sont interdites.

3.8 Prestations supplémentaires éventuelles (ex-options)

Le présent marché est lancé sans prestations supplémentaires éventuelles.

3.9 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de

- groupement solidaire
- **ou** de groupement conjoint ; dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, après attribution le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1 Contenu du dossier de la consultation fourni gratuitement au candidat

Le dossier de consultation comprend les documents :

- le présent Règlement de la Consultation **RC** commun à tous les lots ;
- l'Acte d'Engagement **AE** spécifique à chaque lot ;
- la déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières **CCAP** commun à tous les lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières **CCTP** commun à tous les lots et ses annexes ;
- le Bordereau de Prix Unitaires /Détail Quantitatif et Estimatif **BPU-DQE** spécifique à chaque lot ;
- un modèle de bon de commande
- un modèle de lettre de commande

4.2 Modifications du dossier de la consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de consultation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur garantit aux candidats un délai de 6 jours entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des offres. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, 8 jours au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite de renseignements complémentaires à l'Etablissement du service d'Infrastructure de la Défense de Rennes.

Le candidat dispose de deux possibilités pour adresser ses demandes de renseignement :

- la première, que l'ESID encourage à privilégier, est d'utiliser le profil acheteur de l'ESID à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (Plateforme des AChats de l'Etat - PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par l'ESID. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement et des réponses fournies.

L'opérateur économique devra vérifier que **son adresse électronique est correctement orthographiée** et il lui est vivement recommandé de **consulter très régulièrement les courriels reçus** à cette adresse électronique.

ESID Rennes	RC	Projet n°19-239bis	723 USID	DAF n°2019-002381	Page 9 / 16
-------------	----	--------------------	----------	-------------------	-------------

- la seconde, par défaut, consiste à adresser les demandes par voie dématérialisée, aux adresses électroniques mentionnées à l'article 1.2 du présent document.

L'Établissement d'Infrastructure de la Défense de Rennes répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

A noter : l'ESID de Rennes sera fermé entre le 24 décembre 2020 et le 3 janvier 2021 (compris).

5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Le candidat transmet son pli par voie électronique, via la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

L'opérateur économique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie sera ouverte seulement si l'offre transmise par voie électronique, envoyée dans les délais de dépôt des offres, n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, ou si un programme informatique malveillant est détecté, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres. La copie de sauvegarde ne sera pas ouverte si aucune offre électronique n'a été transmise sur la PLACE.

5.1 Transmission du pli par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr

5.1.1 Modalités de téléchargement

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.ixarm.com et www.achats.defense.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

La transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée.

5.1.2 Transmission des réponses

Les opérateurs économiques doivent :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 15 juin 2012 ;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.ixarm.com et www.achats.defense.gouv.fr).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'acte d'engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Ce dernier doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.
- Les autres documents transmis doivent être compressés.

Nota 1 : l'opérateur économique devra vérifier que ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées. Il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique.

ESID Rennes	RC	Projet n°19-239bis	723 USID	DAF n°2019-002381	Page 10 / 16
-------------	----	--------------------	----------	-------------------	-----------------

Nota 2 : pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 3 : lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, pour les opérateurs économiques qui choisissent le mode de transmission électronique, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) soit via l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la PLACE soit via celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné supra.

Le détenteur de la signature électronique doit avoir le pouvoir d'engager son entreprise.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Attention : une régularisation de la signature électronique est opérée à l'attribution du marché.

L'offre déposée sans signature est acceptée.

En cas de difficultés sur la Plateforme des AChats de l'État (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au **01.76.64.74.07**.

Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse place.support@atexo.com.

5.2 Transmission de la copie de sauvegarde sous pli cacheté par voie postale ou par porteur/transporteur

Les copies de sauvegarde **sur support physique électronique** sont adressées sous enveloppe cachetée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception à l'adresse mentionnée ci-dessous, et garantissant leur confidentialité. Les copies de sauvegarde sur support papier ne seront pas acceptées.

Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « *copie de sauvegarde* ».

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier, et que seules la date et l'heure d'arrivée au service sont prises en compte.

5.2.1 Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)

En cas de dépôt par porteur / transporteur (y compris par Chronopost), l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Offre pour :

projet n° 19-239bis

lot n°...

nom du candidat (facultatif)

COPIE DE SAUVEGARDE

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Service Achats Infrastructure
Quartier Margueritte
1, rue du Garigliano
Bâtiment 017 – entrée de droite au RDC
35000 RENNES

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé au service achats infrastructure :

- du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- le vendredi : de 9 heures à 11 heures.

5.2.2 Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)

En cas de dépôt par la Poste, l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Offre pour :

projet n° 19-239bis

lot n°...

nom du candidat (facultatif)

COPIE DE SAUVEGARDE

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Service Achats Infrastructure
Quartier Margueritte
BP 14
35998 RENNES CEDEX 9

Le dossier devra être adressé sous pli recommandé avec accusé de réception.

6. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ

Pour faciliter le traitement administratif, les candidats indiquent clairement dans le nommage du dossier pour quel lot ils candidatent.

Si un même candidat souhaite répondre à plusieurs lots, ce dernier crée autant de dossiers que de lots auxquels il répond, et fait mention dans le nommage de chaque dossier du lot concerné par sa réponse. En complément, et si le candidat le souhaite, ce dernier peut créer, en plus, un dossier « PIECES COMMUNES à tous les lots » dans lequel il intègre les documents en réponse communs à tous les lots, de manière à limiter le volume du dossier déposé sur PLACE.

6.1 Documents à produire quant à la candidature - « dossier candidature »

- Formulaire DC1 dûment rempli. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation
- Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : extrait K-bis et, le cas échéant, délégation de pouvoir
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste de prestations / travaux exécutées au cours des 3 dernières années appuyées d'attestation de bonne exécution pour les prestations les plus importantes

- Certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité de la société peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de la société à réaliser la mission pour laquelle elle se porte candidate
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible complétée

Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour

- le candidat,
- et le cas échéant :
 - o le ou les cotraitant(s)
 - o le ou les sous-traitant(s).

6.2 Documents à produire quant à l'offre - « dossier offre »

- L'Acte d'Engagement **du lot concerné** **AE** dûment rempli, daté et, de préférence, signé (signature via un certificat de signature électronique) par la personne habilitée à engager la société ;

En cas d'allotissement : le candidat établira un acte d'engagement par lot auquel il soumissionne.

Nota : l'acte d'engagement vaut par lui-même acceptation sans réserve des CCAP et CCTP.

- un relevé d'identité bancaire **RIB**
- le Bordereau de Prix Unitaires **BPU** et le Détail Quantitatif Estimatif **DQE** **du lot concerné**, renseignés. Les documents joints au dossier de consultation seront obligatoirement utilisés.

Le BPU et le DQE sont fournis par le candidat sous forme .pdf et sous forme.xls.

- un **mémoire technique** comprenant les informations suivantes :
 - o une note d'organisation de l'entreprise pour assurer les missions, **une par lot** ;
Cette note définira les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des missions. Elle présentera également la méthodologie mise en œuvre pour répondre au besoin de la mission objet de la consultation.
 - o un protocole de mise en œuvre des mesures de prélèvements d'échantillons et matériaux et des mesures d'empoussièrement ;
- un planning prévisionnel annuel **par lot** précisant les délais de réalisation des missions par surface de bâtiment ;
Le calendrier mettra en évidence, le cas échéant, les chevauchements prévisibles entre les différents bâtiments. Il sera réalisé pour les quatre années de marché. Les délais indiqués prendront en compte la visite + déplacement + rapport.
- un modèle de livrables ;
Ce modèle veillera à prendre en compte les éléments suivants :
 - o respect des dispositions du CCTP ;
 - o clarté de la page de garde et du contenu du livrable ;
 - o lisibilité des informations et concision générale du livrable ;
- base de données du prestataire ;
Elle présentera notamment la facilité d'utilisation et l'ergonomie du site proposé ;

6.3 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) et à l'offre (*dossier offre*) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté n'est pas exigée.

7. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal fixé dans l'acte d'engagement pour attribuer le marché. Le point de départ de ce délai est la date limite de dépôt des offres.

8. CLASSEMENT DES OFFRES

8.1 Offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables

Les offres jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées, respectivement au sens des articles L2152-2, L2152-3 et L2152-4 du code de la commande publique, sont éliminées et ne sont pas classées.

8.2 Critères de jugement

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, les offres des candidats seront classées en tenant compte, par ordre d'importance décroissante, des critères suivants :

- Critère n°1 : Prix noté sur 60 points
- Critère n°2 : Qualités techniques noté sur 40 points

8.3 Méthode de calcul des notes

Les modalités de notation de chacun des critères sont les suivantes :

- Critère prix : Note = $(60 \times [(\text{prix de l'offre la plus basse}) / (\text{prix de l'offre proposée})])$
- Critère valeur technique : L'ensemble des sous-critères est noté sur 100 points, total ramené au prorata des 40 points accordés à la valeur technique. Les points des sous-critères sont détaillés de la manière suivante :
 - o Organisation de l'entreprise pour assurer les missions sur chacun des lots (35 points)
 - o Protocole de mise en œuvre des mesures de prélèvements d'échantillons et matériaux et des mesures d'empoussièrement (8 points)
 - o Planning prévisionnel annuel par lot précisant les délais de réalisation des missions par surface de bâtiment (20 points)
 - o Analyse d'un modèle de livrable (25 points)
 - o Base de données du prestataire (12 points)

En cas d'incohérence constatée dans une offre, les montants portés sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur les indications mentionnées dans l'offre. Le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. De plus, les erreurs qui seraient constatées dans ce détail estimatif (*erreurs de calcul, de report...*) seront également rectifiées. Seul le(s) montant(s) corrigé(s) seront pris en compte lors de l'analyse des offres et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte. Toutefois si le candidat concerné est déclaré attributaire du marché, il sera invité à rectifier les incohérences constatées. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée.

ESID Rennes	RC	Projet n°19-239bis	723 USID	DAF n°2019-002381	Page 14 / 16
-------------	----	--------------------	----------	-------------------	-----------------

8.4 Détermination du classement des offres

La somme des points de chaque critère détermine le nombre total de points attribués à chaque candidat, lesquels feront l'objet d'un classement. Le candidat obtenant le plus de points et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse sera provisoirement retenu.

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départagera les candidats concernés.

8.5 Jugement des variantes

Sans objet.

8.6 Jugement des prestations supplémentaires éventuelles (ex-options)

Sans objet.

9. REGULARISATION EVENTUELLE DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU

Le candidat dont l'offre a été retenue et qui n'avait pas signé son offre électroniquement, ou dont la signature n'était pas valide, doit régulariser la signature électronique de son acte d'engagement dans un délai de 3 jours.

S'il ne peut produire sa signature électronique (ou une délégation de pouvoir) dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le marché est attribué au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne, sous réserve que celui-ci ait signé électroniquement son offre.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

10. JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours les certificats et attestations prévus ci-après. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

10.1 Le candidat individuel ou membre du groupement établi en France fournit

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

10.2 Le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger fournit

(Nota : le représentant du pouvoir adjudicateur exige que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.)

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) :
 - o en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

OU

- o pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*).
- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*), parmi les documents suivants :

OU

- o un document équivalent.

OU

- o à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
 - o Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

<u>ESID Rennes</u>	<u>RC</u>	<u>Projet n°19-239bis</u>	<u>723 USID</u>	DAF n°2019-002381	<u>Page 16 /</u> <u>16</u>
--------------------	-----------	---------------------------	-----------------	-------------------	-------------------------------

- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.